

# 9

La libéralisation des échanges contribue de plusieurs façons à la croissance. Elle ouvre aux producteurs des marchés plus importants et leur permet d'accroître leur échelle de production, tout en offrant aux consommateurs des produits plus diversifiés et meilleur marché. Elle facilite aussi la circulation des connaissances et procure de nouveaux débouchés pour les investissements. La politique commerciale influe également sur la croissance en déterminant dans quelle mesure les opportunités peuvent être saisies. Mais tous ces effets ne peuvent être optimisés que si d'autres conditions sont remplies, par exemple de bonnes infrastructures et une main-d'œuvre qualifiée.



# Le commerce et la croissance

## En guise de préambule...

Interrogez deux économistes sur un sujet précis, et vous êtes sûr d'obtenir au moins trois réponses. Les recettes de la croissance économique et le rôle des échanges ne font pas exception à la règle. Pour commencer, ils distingueront l'impact des *échanges* et l'impact de la *politique commerciale* sur la productivité et sur la croissance. Peut-être aurez-vous l'impression que les économistes coupent les cheveux en quatre, mais en réalité même s'ils s'accordent à dire que le commerce en soi est bon pour la croissance, ils auront peut-être du mal à s'entendre sur la pertinence d'une politique de libéralisation des échanges : est-elle bénéfique, néfaste ou hors de propos, dans tel pays et à tel moment ?

Un consensus fondamental se dégage sur la corrélation forte et positive existant entre les niveaux des échanges, du revenu et de la productivité – consensus fondé sur des preuves solides. Lorsque la part des échanges dans le PIB augmente de 1 %, le niveau de revenu s'accroît de 0.9 % à 3 %. Néanmoins, la seule libéralisation des échanges ne saurait garantir la croissance des revenus ou de la productivité. La croissance économique est un phénomène extrêmement complexe, et si les échanges y contribuent, ils interagissent avec de nombreux autres paramètres. C'est pourquoi nous insistons tout au long de ce livre sur l'importance d'autres facteurs allant de la géographie physique à l'éducation, en passant par la santé et la culture.

La croissance de la productivité dépend du capital humain et physique, et de la façon dont la production est organisée. Cette dimension du phénomène est bien connue, mais si on creuse davantage on découvre qu'il a des causes plus profondes, telles que la qualité du secteur financier et le régime juridique, et en particulier les droits de propriété et l'application des contrats. De tels facteurs institutionnels sont souvent difficiles à quantifier ; ils peuvent être influencés par une histoire et des traditions pluriséculaires, mais aussi par les acheteurs, les fournisseurs et les investisseurs étrangers et nationaux, ou par l'évolution des normes sociales et des idées. Le rôle croissant que jouent les préoccupations environnementales en est un bon exemple.

 Dans ce chapitre, nous n'essaierons pas de prouver que, la libéralisation favorisant les échanges et les échanges favorisant la croissance, la libéralisation est par conséquent toujours bénéfique

à la croissance quelles que soient les circonstances. Nous démontrerons plutôt qu'une politique d'ouverture aux échanges a plus de chances de contribuer à la croissance économique que les autres politiques. Tout d'abord, nous examinerons les différents facteurs qui contribuent à la croissance économique, et verrons comment ils sont affectés par les échanges. Puis nous aborderons les relations entre les échanges et la R-D, la diffusion des nouvelles technologies et l'investissement.

## Les échanges et les sources de la croissance économique

L'expansion des connaissances est la source fondamentale de la croissance économique à long terme. La révolution industrielle et la révolution agricole qui l'a précédée ont fait faire un formidable bond en avant à la productivité. Toutes deux découlaient d'avancées importantes dans la compréhension des lois de la physique, de la chimie, de la biologie et d'autres sciences. Pour que ces connaissances génèrent de la croissance économique, il a fallu les appliquer afin de créer de nouvelles machines, développer les habilités nécessaires à leur utilisation et mettre au point des façons plus efficaces d'organiser la production pour en tirer tout le parti possible. Par exemple, le moteur à vapeur a révolutionné la production et les transports, mais cela a exigé une foule de nouvelles professions et de nouvelles façons d'organiser le travail. Et il a aussi fallu que la société accepte (ou du moins tolère) de tels changements. Aujourd'hui, nous tenons ces changements pour acquis, mais les journées de travail comptant un nombre d'heures déterminé, débutant et finissant à une heure précise, constituent un changement radical par rapport au rythme traditionnel de l'économie agricole, qui était ponctuée par les années, les saisons et les jours, et non par les semaines, les heures et les minutes. Et même alors, l'heure n'était pas la même dans toutes villes : c'est seulement en 1880 que la Grande-Bretagne a aboli les « heures locales » et adopté le temps moyen de Greenwich pour heure officielle sur tout son territoire (les chemins de fer l'avaient déjà fait en 1847).

Si les nouvelles connaissances stimulent la croissance, quel est le rôle des échanges ? Pour commencer, ils facilitent la transmission des connaissances incorporées dans les biens échangés. Lorsque

vous achetez un ordinateur, vous achetez également une partie de la recherche et du savoir-faire qui ont servi à concevoir, à fabriquer et à vendre le produit final et ses multiples composants. Outre les objets matériels, les services « contiennent » également du savoir. Par exemple, lorsque votre ordinateur tombe en panne, si la ligne d'assistance que vous appelez est à l'étranger, vous importez de fait un service après-vente. Les licences constituent une autre façon d'avoir accès à des connaissances : la technologie en tant que telle n'est pas transférée, mais les informations nécessaires pour la recréer ou l'utiliser le sont. De nos jours, dans la plupart des pays, les technologies étrangères représentent l'essentiel de la croissance de la productivité, et ce, d'autant plus que le pays est petit.

Ensuite, la libéralisation des échanges accroît la taille des marchés et permet aux entreprises les plus productives de s'y développer. Les entreprises les moins productives non seulement seront incapables de tirer profit de ces nouvelles opportunités, mais la concurrence de nouvelles entreprises peut les forcer à mettre la clé sous la porte. On peut soutenir que le niveau de productivité plus élevé des entreprises exportatrices a peu à voir avec les échanges en tant que tels. En effet, pour pouvoir saisir ces nouvelles opportunités, elles devaient dès le départ être plus dynamiques et productives sur leurs marchés traditionnels. Autrement dit, les entreprises exportatrices procèdent à une sorte d'auto-sélection.

Les échanges encouragent également à exploiter la spécialisation et la division du travail, deux processus qui se déroulaient auparavant au sein de l'entreprise. Dans l'industrie automobile, par exemple, les grandes entreprises fabriquaient elles-mêmes la plupart des pièces des véhicules. Aujourd'hui, le degré d'intégration verticale de l'industrie automobile reste relativement élevé (par exemple, les véhicules BMW ont un moteur BMW et sont vendus par des concessionnaires BMW). Cependant, les véhicules modernes comportent plus de 30 000 composants, contre 700 pour une Ford T. D'un point de vue économique, cela n'a plus de sens qu'un constructeur automobile essaie de développer lui-même toutes les pièces mécaniques et électroniques dont il a besoin.

La spécialisation s'effectue par conséquent entre les entreprises plutôt qu'en leur sein. Les échanges accroissant la taille des marchés, les entreprises peuvent se spécialiser de façon plus

poussée tout en trouvant encore un nombre suffisant de clients. Il en résulte une plus grande division du travail. Cela signifie que même une entreprise originaire d'un petit pays peut réussir dans des activités pour lesquelles son marché national est limité. Mais la division internationale du travail permet aussi aux entreprises des grands pays de réduire leurs coûts et d'augmenter leurs ventes. Dans quelle mesure un pays ou une entreprise peuvent-ils tirer parti des chaînes de valeur mondiales ? Cela dépend de ce que coûtent les échanges, non seulement en termes financiers (par exemple les tarifs douaniers), mais aussi en temps (par exemple pour transporter les biens ou remplir les formalités administratives).

## La spécialisation doit-elle être high-tech ?

Si la spécialisation contribue à la croissance, quels types de spécialisation devront être encouragés par un gouvernement ou privilégiés par une entreprise ou un investisseur ? La réponse la plus évidente semble être : la spécialisation dans les secteurs nouveaux et dynamiques. La raison en est simple. Comme les marges de profit sont faibles dans les secteurs en phase de maturité, il reste peu de ressources à consacrer à la R-D et à la croissance. Plus grave encore, étant donné le rythme du changement dans l'économie actuelle, il est de plus en plus ardu de combler son retard au sein d'un régime de libre-échange. Se spécialiser dans les secteurs en phase de maturité signifie donc être de plus en plus à la traîne.

L'évolution de la croissance de la productivité dans le secteur manufacturier va dans le sens de cet argument. Une étude portant sur des données collectées aux États-Unis entre 1960 et 1996 montre, comme on pouvait s'y attendre, que ce sont les secteurs liés à l'informatique qui ont connu la croissance de la productivité la plus soutenue. Une analyse plus pointue révèle des variations intéressantes. Les « secteurs liés à l'informatique » constituent une catégorie très vaste : si elle reste en tête du classement, le rang occupé par les sous-secteurs qui la composent change au fil du temps. Ainsi, entre 1960 et 1987, les dispositifs de stockage pour ordinateurs occupaient la première place, et les semi-conducteurs la sixième. Au cours des 10 années suivantes, les dispositifs de stockage ont glissé à la septième place, tandis que les semi-conducteurs passaient à la première. Il est plus intéressant encore

d'observer le classement complet. Au cours de la période 1960-1987, les 10 premières places sont occupées par des secteurs que la plupart d'entre nous qualifierions spontanément de high-tech. Mais pour la période 1987-1996, on constate que trois des 10 secteurs où la productivité croît le plus vite relèvent des secteurs de l'habillement et de la chaussure (les chaussures elles-mêmes occupant le quatrième rang). Par ailleurs, c'est probablement la concurrence étrangère qui a incité l'industrie de l'habillement à moderniser ses activités en recourant aux dernières technologies de conception de produit et de fabrication. En matière de niveaux de productivité et de taux de croissance, l'important est donc moins ce qu'on produit que la façon dont on le produit.

L'histoire confirme qu'on peut suivre divers sentiers pour améliorer la productivité et la croissance. Un pays où le taux de formation brute de capital fixe est traditionnellement élevé se spécialisera peu à peu dans des secteurs à forte intensité de capital. Autrement dit, ses avantages comparatifs se déplacent

### LES 10 SECTEURS MANUFACTURIERS OÙ LA PRODUCTIVITÉ AUGMENTE LE PLUS VITE AUX ÉTATS-UNIS, 1960-1987 et 1987-1996

#### 1960-87

Secteur	Productivité
Dispositifs de stockage pour ordinateurs	20,8
Ordinateurs	20,2
Périphériques d'ordinateur	19,7
Terminaux d'ordinateur	15,7
Supports d'enregistrement magnétiques et optiques	5,6
Semi-conducteurs et appareils connexes	5,0
Calculatrices et machines comptables (hors ordinateur)	3,4
Instruments analytiques	3,0
Instruments et lentilles optiques	3,0
Produits médicaux chimiques et botaniques	2,9

#### 1987-96

Secteur	Productivité
Semi-conducteurs et appareils connexes	8,2
Ordinateurs	2,9
Périphériques d'ordinateur	2,1
Chaussures, sauf en caoutchouc	1,7
Terminaux d'ordinateur	1,7
Appareils téléphoniques et télégraphiques	1,6
Dispositifs de stockage pour ordinateurs	1,5
Cigares	1,5
Gants en tissu, habillement et travail	1,5
Fabriques de vêtements d'extérieur (tricot)	1,4

Source: "Dynamic Gains from Trade", Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/608131221465>

vers ce type d'activités. De même, un pays qui investit dans l'éducation s'orientera vers des industries de haute qualification, ou des activités de haute qualification au sein d'autres industries, pourvu qu'on laisse les marchés affecter les ressources. Les données portant sur le Japon incitent à penser que les entreprises se concentrent sur les activités les plus intensives en compétences, tout en externalisant les activités les moins intensives dans des pays voisins.

Les données empiriques montrent donc que, dans un scénario de libre-échange, les craintes de se retrouver coincé dans un modèle de spécialisation défavorable ne sont pas justifiées. Comme le montre l'exemple de la Corée, un pays qui investit à la fois dans la R-D et le capital humain et physique peut faire évoluer son avantage comparatif et adapter sa structure industrielle pour profiter de nouvelles opportunités.

## Les échanges et l'investissement

Pour tirer parti de la libéralisation des échanges, un pays doit donc investir. Et la libéralisation des échanges lui permet en retour de tirer le meilleur parti de ses investissements. Les pays ouverts aux échanges ont accès à des débouchés plus larges. Il est donc intéressant pour eux d'investir dans des secteurs où les coûts initiaux des équipements sont élevés (les secteurs à forte intensité de capital), car les coûts fixes peuvent être répartis entre un grand nombre d'unités de production. Par exemple, en 2007, Intel a ouvert en Arizona l'usine Fab 32 pour produire la dernière génération de microprocesseurs : elle a coûté 3 milliards de dollars, mais produira des dizaines de millions de microprocesseurs destinés aux marchés mondiaux.

La libéralisation des échanges facilite aussi l'importation de biens et de services intermédiaires meilleurs marchés produits à l'étranger. Le prix des biens et services d'équipement chute également ; leur production étant concentrée dans un petit nombre de pays, la libéralisation des échanges est essentielle pour y avoir accès. Si certains pays en développement sont devenus des exportateurs à succès, c'est parce qu'ils ont pu bénéficier de biens d'équipement (et de sources de produits intermédiaires) abordables.

Dans bien des cas, les capitaux étrangers sont un complément utile à l'épargne locale. La libéralisation des échanges et de l'investissement encourage les entreprises étrangères souhaitant rationaliser leur production et bénéficier d'économies d'échelle à effectuer des investissements directs à l'étranger (IDE). On parle de « contournement des droits de douane » lorsqu'une entreprise investit dans un pays vers lequel il est difficile, voire impossible, d'exporter dans le but de contourner les barrières aux échanges. Cependant, dans ce cas, les investissements ont toutes les chances de servir uniquement à produire des biens destinés au marché local.

## Les échanges et la R-D

Examinons maintenant comment les échanges internationaux affectent la R-D. Motivées par les profits qu'elles en attendent, les entreprises privées se livrent à la R-D pour développer de nouveaux produits ou procédés. Les entreprises innovatrices peuvent faire des profits conséquents à la fois dans des marchés protégés et relativement petits et dans de grands marchés concurrentiels, et plus encore, bien sûr, dans de grands marchés protégés. Les échanges sont importants pour la R-D dans la mesure où ils déterminent la taille du marché. Lorsque le marché intérieur est petit ou de taille intermédiaire, la politique commerciale consiste à mettre en balance les marges et les volumes, c'est-à-dire à opter pour une approche plus protectionniste (marges importantes et volumes faibles) ou plus ouverte (marges faibles et volumes importants). Pour le dire autrement, les échanges débouchent sur des marges plus faibles, mais des volumes plus importants.

Le degré de protection de la propriété intellectuelle est probablement un facteur clé dans la définition d'une politique optimale (les marges sont plus élevées lorsque les droits de propriété intellectuelle sont protégés). Là encore, il peut y avoir un arbitrage à faire, cette fois entre la protection de la propriété intellectuelle et la diffusion de la technologie. Si cette protection est faible, les technologies reposant sur l'innovation se diffuseront plus rapidement, stimulant ainsi la croissance, mais dans le même temps il y aura peu d'incitation à investir dans la R-D.

Quel est le degré idéal de protection de la propriété intellectuelle? Certains exemples historiques sont éclairants. Voyons l'un des plus souvent cités, celui de la lampe à incandescence. En 1878, en Angleterre, Joseph Swan fait breveter une lampe à filament de carbone, et un an plus tard, aux États-Unis, Thomas Edison dépose un brevet pour une invention très semblable. Comme il n'y avait pas de système de brevets aux Pays-Bas à l'époque, Royal Philips Electronics (aujourd'hui Philips) s'empara tout bonnement de cette invention en 1891 et la transforma en mine d'or, ce qui lui permit de financer son expansion et ses propres inventions. Ericsson fit à peu près la même chose, en 1876, lorsqu'il « désossa » le téléphone de Bell (qui n'avait pas déposé de brevet en Suède).

L'équilibre optimal entre la protection de la propriété intellectuelle et la diffusion de la technologie peut pencher en faveur de la première s'il y a des marchés efficients pour les innovations. L'innovateur peut alors réaliser la valeur marchande de son innovation en recourant directement aux licences. Grâce au commerce des innovations, on peut séparer l'innovation et la production, et la division du travail est possible entre les entreprises de R-D et les fabricants à travers les pays. La R-D devient ainsi un service échangé sur les marchés internationaux.

Non seulement les échanges réduisent les marges, mais ils risquent aussi d'accroître le nombre de concurrents qui imitent une innovation, ce qui décourage l'investissement privé dans la R-D. D'un autre côté, ils offrent également un marché plus important sur lequel récupérer les dépenses de R-D, et créent un vaste marché pour les licences, ce qui encourage la R-D si la propriété intellectuelle est protégée de manière adéquate. Si ce dernier effet prédomine, les échanges peuvent contribuer à accroître le poids de la R-D dans les pays où le capital humain est relativement abondant, dans l'OCDE comme dans les économies émergentes.

## Retombées

Pour l'instant, nous avons principalement discuté des effets touchant les entreprises qui investissent dans les nouvelles technologies. Mais les liens entre les échanges et la croissance de la productivité passent également par les « retombées technologiques »

pour les autres entreprises d'un même secteur. Lorsque le stock moyen de connaissances du secteur ou de l'économie augmente, la productivité peut s'améliorer, même à l'échelle nationale. On peut décrire les retombées technologiques à travers trois effets d'apprentissage qui stimulent la productivité.

Les effets d'*apprentissage par la pratique* sont une conséquence indirecte de la production courante et renvoient au rôle que joue l'expérience dans l'augmentation de la productivité. Dans le passé, on a souvent invoqué ces effets pour justifier les politiques de substitution des importations (qui consistent à encourager la production locale, plutôt que de dépendre de fournisseurs étrangers). En réalité, ces effets sont habituellement plus marqués dans les économies ouvertes en raison du degré plus élevé de spécialisation résultant des échanges. Si, suite à la libéralisation des échanges, un pays se spécialise dans des secteurs offrant davantage d'économies d'échelle, il bénéficie également de plus d'opportunités d'apprentissage. Les échanges accroissent la taille des marchés et l'échelle de spécialisation. Et ils peuvent également avoir un impact sur la composition de la production, à mesure que la spécialisation passe de secteurs offrant peu de retombées technologiques à des secteurs offrant d'importants effets d'apprentissage par la pratique.

Les effets d'*apprentissage par l'importation* surviennent lorsque des producteurs locaux ont un accès indirect au stock de connaissances étranger (sans avoir investi dans la R-D) et peuvent s'appuyer sur ce stock pour accroître leur productivité. Ce type d'apprentissage est lié en particulier à l'importation de biens intermédiaires : ils contiennent généralement les technologies les plus récentes, et les entreprises locales les utilisent dans leur processus de production. Les échanges peuvent jouer un rôle de deux façons : soit en faisant entrer les technologies étrangères dans l'économie locale, soit en permettant aux entreprises locales d'améliorer leurs propres technologies ou produits à travers l'ingénierie inverse et l'imitation. Les échanges de services peuvent également entraîner de tels effets. Les multinationales ont souvent des systèmes de bureau ou d'autres technologies que les entreprises locales peuvent imiter.

Les effets d'*apprentissage par l'exportation* surviennent lorsque des entreprises exportatrices acquièrent des savoirs auprès de leurs clients étrangers ou sont en relation avec des clients ou

des concurrents utilisant des technologies plus avancées sur les marchés étrangers. Les échanges encouragent les exportateurs à devenir aussi efficaces que leurs concurrents, et cela peut même être la condition *sine qua non* pour rester sur un marché (par exemple lorsque les normes de qualité y sont plus élevées que celles du marché intérieur).

Le niveau de productivité est stimulé par ces trois types d'apprentissage, et on peut compléter cette liste par un quatrième type consistant à *apprendre à apprendre*. À travers des produits ou des clients étrangers, les entreprises peuvent en effet apprendre comment accroître plus encore leur productivité, non seulement en utilisant les technologies existantes, mais aussi en améliorant leurs propres technologies à un rythme plus soutenu qu'auparavant. Les entreprises sont également incitées à utiliser de meilleurs facteurs de production et à adopter plus rapidement les technologies étrangères. Les échanges pourraient donc avoir une incidence sur le niveau de productivité, mais aussi sur la vitesse à laquelle progresse la productivité.

## IDE, intégration verticale et externalisation

La relation entre les échanges et le transfert de technologie ne repose pas uniquement sur ce qui survient au sein de l'entreprise ou du pays qui adopte la nouvelle technologie. Elle dépend également de l'IDE et des entreprises multinationales. L'IDE est un mécanisme important dans la diffusion internationale des technologies : il « place » les nouvelles technologies dans l'économie hôte, là où elles peuvent être étudiées, où les travailleurs peuvent en tirer des apprentissages, et où la production intérieure peut les utiliser comme facteurs de production. Pour l'entreprise étrangère, l'IDE est un moyen d'apporter la technologie nécessaire pour améliorer son approvisionnement en facteurs de production ou créer un marché pour ses produits.

Les liens qui existent entre les entreprises peuvent aller vers l'amont (fournisseurs locaux) ou vers l'aval (entreprises clientes ou situées plus loin le long de la chaîne de production). Il peut également y avoir des liens entre deux entreprises concurrentes (liens horizontaux). Cela semble étrange, mais peut avoir du sens lorsqu'une entreprise veut créer un marché pour ses produits finaux, ou que des fournisseurs essaient d'atteindre les économies

d'échelle appropriées, mais n'ont pas la taille suffisante pour y parvenir seuls (ce qui est fréquent sur les marchés mondiaux). Les grandes entreprises peuvent par exemple coopérer entre elles pour établir et imposer des normes, alors que les petites entreprises peuvent s'associer afin de négocier de meilleurs prix pour les produits de base qu'elles utilisent.

Les multinationales jouent un rôle important dans les retombées technologiques résultant des échanges et de l'IDE. Il y a trois raisons à cela :

- leurs méthodes de production et leur technologie plus avancées ;
- leur réseau international de fournisseurs, de clients et de sous-traitants, constitué de contacts avec des personnes qualifiées à travers le monde et comprenant partage des connaissances et programmes internationaux de formation ;
- leurs actifs incorporels dont découle leur création de valeur, tels que les compétences en matière de gestion et de marketing.

Les changements profonds survenus dans les processus de production au cours des 20 dernières années témoignent de l'influence des multinationales. Grâce à la diminution des coûts des transports et des communications et à la réduction des obstacles aux échanges, il a été possible de fragmenter la production entre de nombreux pays. Chacun s'est spécialisé dans une étape particulière de la séquence de production, et des liens commerciaux formant une chaîne commerciale verticale unissent chacune de ces étapes. Cette spécialisation verticale, qui explique 21 % du commerce mondial actuel, a accru les flux d'IDE et les échanges internes aux entreprises, dans une relation complémentaire, et encouragé un grand nombre des interactions caractérisant l'économie mondiale. Un second phénomène a modifié le commerce mondial et encouragé la diffusion des technologies à travers les échanges : le développement de l'externalisation internationale. Celle-ci est étroitement liée à la spécialisation verticale et à l'émergence des chaînes de valeur mondiales. La différence est que l'externalisation internationale crée des flux d'échanges et non des flux d'IDE. Elle génère des échanges de services lorsque l'activité externalisée est effectuée par une autre entreprise dans un autre pays. Il existe cependant un lien entre les échanges, l'IDE et l'externalisation, dans la mesure où la plupart des entreprises

qui fournissent des services externalisés sont des filiales de multinationales ou des entreprises locales qui ont bénéficié des retombées technologiques de ces multinationales. Par exemple, l'externalisation en Inde de services liés aux processus d'affaires (Business Process Outsourcing – BPO) s'est développée à travers l'IDE ou des entreprises étrangères du secteur des technologies de l'information. L'externalisation a grandement stimulé la croissance des échanges de biens intermédiaires et, partant, favorisé les retombées technologiques potentielles de ce type d'échanges.

Comme pour l'impact des échanges sur la productivité, les études empiriques sur l'IDE et la diffusion des technologies doivent prendre en compte le fait que les secteurs qui attirent l'IDE sont généralement ceux où la productivité est déjà la plus élevée et où la croissance de la productivité est forte. Les entreprises investissent dans les secteurs offrant le taux de croissance le plus prometteur et, au sein de ces secteurs, dans les meilleures compagnies. L'impact est double pour les firmes locales. D'une part, elles peuvent attendre des gains de productivité résultant des retombées technologiques. D'autre part, en raison de la concurrence accrue des entreprises étrangères, leur production peut diminuer, et elles peuvent perdre des parts de marché. Selon l'entreprise concernée, l'impact net de l'IDE sur la productivité peut donc être positif ou négatif.

Les études empiriques analysent seulement le secteur manufacturier, alors que les services constituent le principal secteur dans de nombreux pays et sont de plus en plus ouverts aux échanges. En gardant ces limites à l'esprit, on peut se poser la question suivante : dans quelles circonstances l'IDE génère-t-il des transferts de technologie, et dans quelles circonstances n'en génère-t-il pas ? Plusieurs conclusions générales se dégagent.

- Les retombées technologiques sont plus probables dans les joint-ventures ou les entreprises dont le capital est détenu par des investisseurs locaux et étrangers.
- Les retombées dépendent entièrement des interactions entre les producteurs ou les travailleurs locaux et étrangers.
- L'IDE est plus souvent associé aux retombées technologiques lorsqu'il est orienté vers l'exportation ou vise à améliorer l'efficacité que lorsqu'il a pour seul but de contourner les barrières tarifaires et d'exploiter des marchés locaux protégés.

- L'écart de productivité ne doit pas être trop marqué entre l'entreprise locale et l'entreprise étrangère.
- Le pays hôte doit être en mesure d'absorber l'IDE, ce qui dépend de nombreux facteurs qui vont du capital social et humain aux réseaux d'information, en passant par le nombre d'étudiants nationaux scolarisés à l'étranger.
- Il semble y avoir un « effet de seuil » : les bénéfices de l'IDE ne se concrétisent qu'après l'accumulation d'un certain montant de capital étranger.

## Conclusion

Comme nous l'avons souligné tout au long de ce livre, les échanges alimentent la croissance intérieure, ouvrent des portes sur les marchés mondiaux et améliorent l'accès aux biens et services. Ils favorisent également la spécialisation et la division des activités économiques en fonctions distinctes, comme dans l'exemple des marchands du Moyen Âge décrit au chapitre 2. La spécialisation, les échanges, une infrastructure efficace et une main-d'œuvre qualifiée caractérisent d'ordinaire les économies prospères en expansion où les niveaux de vie sont élevés.

Par conséquent, les échanges sont une condition nécessaire mais non suffisante de la croissance. Par exemple, il ne sert à rien d'importer une nouvelle technologie si personne n'est en mesure d'en assurer la maintenance. Et avoir accès aux marchés agricoles internationaux n'a pas de sens si les produits ne peuvent pas être entreposés et transportés correctement.

Il n'est pas toujours facile de déterminer si, dans une situation donnée, les échanges sont une cause ou un effet de la croissance, ou les deux simultanément. Nous savons en revanche que les échanges facilitent la diffusion des idées nouvelles, des produits nouveaux et des nouvelles façons de faire les choses. Dans le prochain chapitre, nous examinerons plus en détail les liens qui existent entre les échanges et les différents types d'innovation.

## Pour en savoir plus

### OCDE

#### *Sur l'Internet*

Pour découvrir les travaux de l'OCDE consacrés aux échanges, voir [www.oecd.org/trade](http://www.oecd.org/trade).

#### **Croissance économique et productivité**

L'OCDE suit régulièrement l'évolution économique de ses pays membres. Ses travaux consistent à évaluer les tendances de la croissance de la production et de la productivité, et à analyser les effets des modifications du cadre institutionnel et des orientations de l'action des gouvernements sur ces tendances.

[www.oecd.org/eco/structural/growth](http://www.oecd.org/eco/structural/growth)

#### *Publications*

##### **Réformes économiques :**

##### **Objectif croissance 2008**

Cet ouvrage fait le bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la productivité et l'utilisation du travail.

##### **Les échanges et l'ajustement structurel :**

##### **Les enjeux de la mondialisation (2005) :**

Cette étude analyse les conditions à remplir pour réussir la réaffectation du travail et du capital à des emplois plus efficaces, face à l'apparition de nouvelles sources de concurrence, à l'évolution de la technologie ou à la modification des préférences des consommateurs, tout en limitant les coûts d'ajustement pour les individus, les collectivités et la société dans son ensemble.

##### **Comprendre la croissance économique :**

##### **Analyse au niveau macro-économique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise (2004) :**

Particulièrement riche en données factuelles et chiffrées, cet ouvrage examine les facteurs fondamentaux de la croissance dans les pays de l'OCDE et montre en quoi (et pourquoi) les

réactions de chaque économie diffèrent face à l'évolution de ces facteurs. Cet ouvrage étudie la croissance au niveau macro-économique, sectoriel et de l'entreprise. Il analyse également la contribution des technologies de l'information à chacun de ces niveaux.

#### *Autre lecture conseillée*

**The Contribution of Economic Geography to GDP Per Capita**, Document de travail du Département des Affaires économiques (2008, uniquement en anglais) :

Ce texte analyse la contribution des facteurs géographiques aux performances économiques à travers les pays de l'OCDE.

### AUTRES SOURCES

#### **Rapport sur la croissance : Stratégies pour une croissance durable et un développement solidaire (2008) :**

Selon la Commission sur la croissance et le développement de la Banque mondiale, pour parvenir à une croissance rapide et durable, les pays en développement ont besoin de dirigeants qui favorisent la croissance et qui savent tirer parti des opportunités découlant de la mondialisation de l'économie. Ils ont également besoin de connaître quels niveaux de mesures incitatives et d'investissements publics sont nécessaires pour que les investissements privés affluent et pour assurer la diversification à long terme de l'économie et son intégration dans l'économie mondiale.

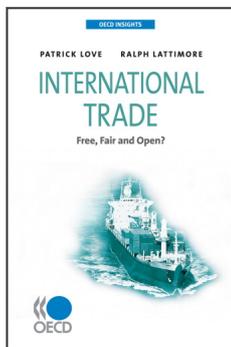
#### **Encyclopédie en ligne (uniquement en anglais) :**

Ces deux articles résument la théorie de la croissance. L'article de *l'Encyclopedia of the Earth* est à la fois concis et technique.

[www.eoearth.org/article/Economic-growth](http://www.eoearth.org/article/Economic-growth)

L'article proposé par Stanford est un extrait de *The Concise Encyclopedia of Economics* (David R. Henderson, éd., Liberty Fund, 2007).

[www.stanford.edu/~promer/EconomicGrowth.pdf](http://www.stanford.edu/~promer/EconomicGrowth.pdf)



Extrait de :  
**International Trade**  
Free, Fair and Open?

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264060265-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

Love, Patrick et Ralph Lattimore (2009), « Le commerce et la croissance », dans *International Trade : Free, Fair and Open?*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264060289-10-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).